L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 75 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 7 SEPTEMBRE 1889.

PETITES ANNONCES.

MME B. BURRAU, modiste fashionable (Ecole Parisien) a transféré son établissement de No 9 Chartres au No 126 rue du Canal.
4 sept—1m

A LOUER.

A LOUER.—Le 1er étage, 66 rue Chartres.
4 sept—1m

A VENDRE.

A VENDRE.—Une voiture complètement neuve, à un cheval, un cheval, un mulet, un mulet et un petit mule pour l'exploiter. Pour informations, s'adresser à Mme Ry. Prat, rue Bienville, entre Meraire et Urquhart.
4 sept—

PAR Jos. Quirk, encanteur, rue Bourbon, No 7 septembre 1889 à 11 heures A. M. Vente définitive de Meubles de Salon, Tapis, Rideaux, Cantonnières, Literie, Table à Manger, Chaises, Fauteuils, Bureau à Cylindre, Commode, Glaces, Tableaux, Vaisselle, Batterie de Cuisine, Ustensiles de Ménage, Comptant.
31 août—34 31—17 sept

SI votre photographie ne vaut pas de Chinoise, Jaune ou Noir, venez la renouveler au bureau de 56 Dauphine, coin Dumaine.
4 sept—1m

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

Charles A. Seiker vs Peter Stelphens.

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans, No 12,832.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi délivrant par l'Hon. E. Wilkinson, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nlle-Orléans et agissant comme juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, j'ai saisi et mis à l'amende, à l'encan de W. B. Léonard, No 770 rue Bayou entre Union et Gravier, dans le premier district de cette ville, le JEUDI, 12ème jour de septembre 1889, à 11 heures A. M. la propriété décrite ci-après, à savoir: Une charrette et un jeu de harnais.
Saisi dans l'affaire ci-dessus mentionnée.
Conditions—Comptant, par les frais.
P. A.D. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
31 août—31—sept 5 12

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Sarah J. Armeson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 27,920—Division C.—Attendu que Henry C. Armeson a présenté sa requête à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Sarah J. Armeson, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
Sept—6 11 15

Succession de Jacob C. Lyons.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,496—Division C.—Attendu que Peter Tudury, liquidateur de la succession de feu Jacob C. Lyons, décédé intestat, a présenté à la Cour, à l'effet d'obtenir que sa dite administration soit approuvée et homologuée et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
29 août—29—3 sept.

Succession de Raphaële Blache, veuve de Paul Villare.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 27,775—Division A.—Attendu que Mme Marie Villare, femme de Frédérick Alvah Stinson, a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Raphaële Blache, veuve de Paul Villare, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
29 août—29—sept 3 7

Succession de John O'Meara.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 27,196—Division E.—Attendu que John R. Vinet, administrateur public pour la paroisse d'Orléans, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John O'Meara, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
31 août—31—5 8 sept

Succession de Mme Mathilde Smith, veuve du Dr Armand Mercier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,604—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final provisoire présenté par John Trisconi, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
25 août—30—3 sept

Successeurs de Anne Dillon Kenner et de Jacob Kenner (consolidées).

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,316—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary Hodgins, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
31 août—31—sept 5 8

AVIS AUX CREANCIERS.

Orleans Manufacturing Company et Syrupe Electrique and Sucorred Liquors en liquidation.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 27,346—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par S. A. Lee, J. Thos. Tyding et Peter Tudury, liquidateurs de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
Sept—6 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 27,683—Division E.—S. J. Searcy & Co. vs. Succession de Pierre Caire.—Cette action dérive des dettes des prétendus frères, la succession de D. J. Searcy & Co., composante de John A. McLean et David J. Searcy, la dite société étant dissoute et liquidée par décret des Cours dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ont et ont par le présent transporté, par la cession en forme, à la Nouvelle-Orléans, cette